

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1995

17 août 2013

SOMMAIRE

AA - Iberian Venture Capital Invest S.A.	95751	Dylux S.A.	95749
ACM RE S.A.	95743	Glasswall Europe S.à r.l.	95744
AC Nordic Management S.à r.l.	95752	M Group Investments S.A.	95755
Adeo Management S.A.	95755	Natixis-Cape S.A.	95756
Alfred	95748	Professional Care Holding S.à r.l.	95714
All Consulting Europe S.A.	95753	Professional Classic Ballet School	95747
Almacantar Shaftesbury S.à r.l.	95716	Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF ...	95714
Anchorage Venture Lab S.A.	95751	Regulus Investments S.A.	95760
a-part s.à r.l.	95748	RN S.C.A. SICAR	95714
Argos Soditic Partners S.A.	95752	S&B Minerals Participations S.A.	95723
Benetton International S.A.	95756	Schenkenberg S.A.	95716
BHR Luxembourg S.à r.l.	95746	Schleich Luxembourg S.A.	95760
Bluegreen S.A.	95751	SC Invest S.A.	95716
CEREP AIR 2 S.à r.l.	95754	SC Luxembourg Investments S.à r.l.	95748
CEREP Ambroise S.à r.l.	95754	SVL-LuxInvest SCS SICAF-SIF	95714
CEREP Bac S.à r.l.	95759	Tasselot S.A.	95742
CEREP Bellini 1 S.à r.l.	95757	TCC Investments Luxembourg S.à r.l. ...	95744
CEREP Bellini 2 S.à r.l.	95757	The Bank of New York Mellon (Luxem- bourg) S.A.	95750
CEREP Benelux Students S.à r.l.	95758	Thomson Reuters Finance S.A.	95743
Challenger Reassurance	95759	Tierra S.A.	95715
Cilaos S.à r.l.	95744	Tiledrasi S.A.	95743
Cole Objekt Kistlerhofstrasse GmbH	95750	Timaru S.A. SPF	95745
COMAGRAF Electronic-Grafic-Systems S.à r.l.	95759	Tornio Investments S.A.	95741
Compagnie Générale de Promotion S.A.	95753	Trilantic Events Management S.à r.l.	95715
Crismagand, société de gestion de patri- moine familial	95758	UBS Third Party Management Company S.A.	95744
Cyclone International Holdings Branch ..	95752	Unibeton Luxembourg S.A.	95746
Degato International S.à r.l.	95745	Verone S.A.	95742
dfl Group S.à r.l.	95746	VH Estates S.A.	95745
Digital Realty (St Denis) S.à r.l.	95750	VIII F Chateau S.à r.l.	95747
Divine Investments S.A.	95749	Zwickau Arcaden Luxco	95747

Professional Care Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 176.191.

—
EXTRAIT

Il résulte des contrats de transferts signés le 17 mai 2013 que l'associé unique, Professional Care Invest Sàrl, a transféré:

- 500,000 parts sociales de la Société, à Caphicon Management GmbH, société de droit allemand, avec siège sociale à Mitterfeld 30, 82024 Taufkirchen, Allemagne;

- 200,000 parts sociales de la Société, à Paletoni Management GmbH i.G., société de droit allemand, avec siège sociale à Schnablstr. 2, 81247 Munich, Allemagne.

Par conséquent, à compter du 17 mai 2013, les 10,000,000 parts sociales de la Société, sont détenues de la manière suivante:

Professional Care Invest S.à r.l. - 9,300,000 parts sociales

Caphicon Management GmbH - 500,000 parts sociales

Paletoni Management GmbH i.G. - 200,000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013086863/20.

(130107603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 138.552.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013086895/12.

(130107456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

RN S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 153.952.

—
Société en Commandite par Actions constituée le 1^{er} juin 2010 suivant publication au mémorial n° 1409 du 09 juillet 2010.

Les comptes annuels sociaux de RN S.C.A. SICAR, arrêtés au 31 décembre 2012 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 25 juin 2013, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

RN S.C.A. SICAR

Référence de publication: 2013086918/16.

(130107203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

SVL-LuxInvest SCS SICAF-SIF, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 164.951.

—
Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung 19. Juni 2013

Am 19. Juni 2013 um 11 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Die Versammlung beschließt, die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. für die Prüfung des Geschäftsjahres 2013 zu bestellen.

Luxemburg, den 27. Juni 2013.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013087005/16.

(130106611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Tierra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 86.219.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire

Lors de l'assemblée générale du 28 juin 2013, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TIERRA SA, ayant son siège social à L-1636, Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro B86 219 a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1^{ère} résolution:

L'assemblée Générale accepte à l'unanimité la démission de Maître Isabelle WELSCHEN, née le 21 août 1977 à Mont Saint Martin (France) et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg de son poste d'administrateur.

2^{ème} résolution:

L'assemblée décide à l'unanimité de nommer en son remplacement Me Lex THIELEN, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg et demeurant au 15, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Référence de publication: 2013088177/21.

(130108594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Trilantic Events Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.642,80.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.170.

Extrait des résolutions écrites prises en date du 1^{er} juillet 2013

Les associés ont décidé d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clos au 31 janvier 2014 qui se tiendra en 2014, le conseil de gérance et le réviseur d'entreprises comme suit:

Conseil de gérance

MM Laurent Forget, demeurant au 26 Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, gérant de catégorie B;

Joe Cohen, demeurant au 35 Portman Square, GB - W1H 6LR Londres, gérant de catégorie B;

Michaël Madar, au 35 Portman Square, GB - W1H 6LR Londres, gérant de catégorie B;

Eric Scussel, demeurant au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, gérant de catégorie A;

Riccardo Zorzetto, demeurant au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, gérant de catégorie A.

Réviseur d'entreprises

Grant Thornton Lux Audit SA, 83, Pafebruch L-8308 Capellen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Trilantic Events Management S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2013088152/23.

(130108730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

SC Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 87.052.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Référence de publication: 2013088106/10.

(130108639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Schenkenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 89.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013088107/10.

(130108674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Almacantar Shaftesbury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 178.446.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of the month of June.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

ALMACANTAR, a Luxembourg public company limited by shares ("société anonyme") incorporated in Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B149157, with its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg,

here represented by M^e Julie GORDET, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, through its proxyholder, declares to incorporate a société à responsabilité limitée, the articles of incorporation of which it has established as follows:

Title I. - Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become members in the future, a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by the present articles of incorporation (the "Company").

Art. 2. The object of the Company consists in the use of its funds to invest in real estate and immovable property as well as in the establishment, management, development and disposal of its assets as they may be composed from time to time.

The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any company or enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and to grant to - or for the benefit of - companies in which the Company has a direct and/or indirect participation and/or entities of the group, any assistance, loan, advance or guarantee.

The Company may among others: (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached

to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities, security interests over its assets or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services; (iv) make deposits at banks or with other depositaries and invest it in any other manner; and (v) in order to raise funds which it needs to carry out its activity within the frame of its object, take up loans in any form whatsoever, accept any deposit from companies or entities in which it holds a participation or which is part of its group, to issue debt instruments in any form whatsoever. The enumeration above is enunciative and not restrictive.

The Company may issue any type of preferred equity certificates.

The Company may borrow in any form and may proceed to the private issue of bonds and debentures.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

Art. 3. The Company is incorporated under the name of "Almacantar Shaftesbury S.à r.l."

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers (the "Board").

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the sole manager or of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary developments (such as political or military developments) have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The Company's capital is set at twenty-five thousand British pounds (GBP 25,000.-), represented by twenty-five thousand (25,000) shares of a par value of one British pound (GBP 1 each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the member(s) adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

The Company will recognise only one holder in respect of a share. In case of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right related thereto until one person has been designated to represent the joint owners towards the Company.

Art. 7. Shares may be freely transferred by a sole member to a living person or persons including by way of inheritance or in the case of liquidation of a husband and wife's joint estate.

If there is more than one member, the shares are freely transferable among members. In the same way they are transferable to non-members but only with the prior approval of the members representing three quarters of the capital. In the same way the shares shall be transferable to non-members in the event of death only with the prior approval of the owners of shares representing three quarters of the rights owned by the survivors.

In the case of a transfer in accordance with the provisions of article 189 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") the value of a share is based on the last three balance sheets of the Company and, in case the company counts less than three financial years, it is established on basis of the balance sheet of the last year or of those of the last two years.

Title III. - Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the members. The managers constitute the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote but in case of equality of votes, the chairman of the Board, if any, shall have a casting vote. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties. The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signature of any two managers.

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the 1915 Law.

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate.

Title IV. - Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the 1915 Law on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the manager(s) are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the manager(s) shall be taken by the members.

Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. At least one member (or his proxyholder) is physically present at the registered office of the Company. The meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

Any amendments of the articles of incorporation shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

Title V. - Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. At the end of each financial year, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five percent annual contribution shall be resumed until such one tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one.

However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Title VI. - Dissolution

Art. 12. The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

The dissolution of the Company shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the same majority requirements applying to an amendment of the articles of incorporation and the liquidation shall be carried out by the manager(s) in office or failing him/them by one or more liquidators appointed by the sole member or by a general meeting of members. The liquidator or liquidators shall be vested with the broadest powers in the realization of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities shall be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

Title VII. - General provisions

Art. 13. Neither creditors nor heirs may for any reason require the sealing of the assets or documents of the Company. For all matters not provided for in the present Articles of Incorporation, it shall be referred to the 1915 Law.

Subscription and Payment

The twenty-five thousand (25,000) shares representing the entire share capital of the Company have been subscribed by Almacantar, prenamed.

All the shares have been fully paid up in cash, so that the amount of twenty-five thousand British pounds (GBP 25,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on 31 December 2013.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand three hundred fifty euro.

The corporate capital is valued at EUR 29,470.40-.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, representing the entirety of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr. Pierre MARTINET, born on 2 December 1949 in Algiers, Algeria, with professional address at 3, rue de Saint-Léger, CH-1205 Geneva, Switzerland;

- Mr. Mike HUSSEY, born on 4 October 1965 in Wanstead, London, United Kingdom, with professional address at 3, Quebec Mews, GB-W1H 7NX London, United Kingdom;

- Mr. Jonathan PAUL, born on 21 July 1967 in Exeter, United Kingdom, with professional address at 3, Quebec Mews, GB-W1H 7NX London, United Kingdom; and

- Mr. Aidan FOLEY, born on 8 December 1976 in Port Lairge (Waterford), Ireland, with professional address at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

2) The Company shall have its registered office at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day and year named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the appearer's proxyholder, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour du mois de juin.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Almacantar, une société anonyme régie par les lois du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B.149157, ayant son siège social à 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg,

ici représentée par Maître Julie GORDET, Avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a déclaré vouloir constituer une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts (la «Société»).

Art. 2. L'objet de la Société consiste en l'utilisation de ses fonds en investissement immobilier et de propriété immobilière, ainsi que l'établissement, la gestion, le développement et la cession de ses actifs suivant leur composition au fil du temps. L'objet de la Société est aussi d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra de plus créer, administrer, développer et céder un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et accorder aux sociétés, ou à leur profit, dans lesquelles la Société détient une participation directe et/ou indirecte et/ou à des entités du groupe toute assistance, prêt, avance ou garantie.

La société peut entre autres: (i) acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et tous autres titres de créance et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers (y inclus des instruments dérivés) représentant des droits de propriété, droits de créance ou des valeurs mobilières négociables émis par tout émetteur public ou privé quelconque; (ii) exercer tous droits quelconques attachés à ces valeurs mobilières et instruments financiers; (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et/ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances, de sûretés portant sur ses avoirs ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit comprenant des services de trésorerie pour le groupe; (iv) faire des dépôts auprès de banques ou tous autres dépositaires et les placer de toute autre manière; et (v) en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit. L'énumération précitée est énonciative et non limitative.

La Société peut procéder à l'émission de toutes sortes de certificats préférentiels de capitaux.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature.

Plus généralement, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant, sans limitations, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société prend la dénomination de «Almacantar Shaftesbury S.à r.l.».

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance (le «Conseil»).

Il peut être créé par simple décision du gérant ou du Conseil, des succursales, filiales ou bureaux (autres que le siège statutaire de la Société) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires (tels que des événements d'ordre politique ou militaire) de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. La durée de la Société est illimitée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 25.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales d'une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associé(s) adopté suivant la manière requise pour modifier les statuts.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si la propriété de la part sociale est indivise, la Société pourra suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée pour représenter les indivisaires à l'égard de la Société.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la Société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales elle que modifiée

(la «Loi de 1915»). Si la Société ne compte pas trois exercices, le prix est établi sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Titre III. - Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Les gérants constitueront le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix mais en cas d'égalité de voix, la voix du président du conseil, le cas échéant, sera prépondérante. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus. La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intérimaires moyennant le respect des dispositions de la Loi de 1915.

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi de 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises par les associés.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Au moins un associé (ou son mandataire) devra être présent au siège de la Société. Une réunion tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Toutes modifications des statuts seront décidées par l'associé unique ou par l'assemblée des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi de 1915.

Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. A la fin de chaque année sociale, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI. - Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

La dissolution de la Société sera décidée par l'associé unique ou par l'assemblée des associés délibérant aux mêmes conditions de majorité que celles exigées pour la modification des statuts et la liquidation sera faite par le(s) gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs, nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 13. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il y a lieu de s'en référer à la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales représentant l'entière du capital social de la Société ont été souscrites par Almacantar, prénommée.

Elles ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 25.000,-) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le reconnaît expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cent cinquante euros.

Le capital social est évalué à 29.470,40- EUR

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant l'associé unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pierre MARTINET, né le 2 décembre 1949 à Algiers, Algérie, avec adresse professionnelle au 3, rue de Saint-Léger, CH-1205 Genève, Suisse;
- Monsieur Mike HUSSEY, né le 4 octobre 1965 à Wanstead, Londres, Royaume Uni, avec adresse professionnelle au 3, Quebec Mews, GB-W1H 7NX Londres, Royaume-Uni;
- Monsieur Jonathan PAUL, né le 21 juillet 1967 à Exeter, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 3, Quebec Mews, GB-W1H 7NX Londres, Royaume-Uni; et
- Monsieur Aidan FOLEY, né le 8 décembre 1976 à Port Lairge (Waterford), Irlande, avec adresse professionnelle à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent qu'à la requête de la comparante le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Julie GORDET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 juillet 2013. Relation GRE/2013/2702. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 5 juillet 2013.

Référence de publication: 2013091213/358.

(130112218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2013.

S&B Minerals Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 178.491.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of June.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

S&B Minerals Finance S.C.A., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register,

duly represented by Mr. Jan Dobrzensky, maître en droit, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 June 2013 in Luxembourg.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a société anonyme, which it wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société anonyme under the name of "S&B Minerals Participations S.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may in particular:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Register of shares - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. Issued share capital

5.1.1. The Company's issued share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), consisting of two million nine hundred forty-five thousand (2,945,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one hundred fifty-five thousand (155,000) non-voting preferred shares (the "Preferred Shares"), all having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) each.

5.1.2. Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.3. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.4. Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into Ordinary Shares and Preferred Shares, each of them having the same par value.

6.2. The Ordinary Shares and the Preferred Shares shall constitute separate classes of shares in the Company, but shall rank pari passu in all respects save, as hereinafter specifically provided.

6.3. The Company may have one or several shareholders.

6.4. A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares of such class held by him/her/it in the Company's share capital.

6.5. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.6. The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

6.7. Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

6.8. The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by the Law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law") and these articles of association, on the basis of amounts available for distribution, repurchase or redeem its shares against payment in cash or in kind. However, the redemption of Ordinary Shares is subject to prior redemption of all the Preferred Shares.

6.9. The Ordinary Shares

6.9.1. All Ordinary Shares will be identical in all respects.

6.9.2. Dividends

All Ordinary Shares will share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Ordinary Shares in accordance with articles 25 and 26 of these articles of association.

6.9.3. Liquidation Rights

Upon liquidation of the Company, each Ordinary Share entitles the holder thereof to liquidation proceeds attached to the Ordinary Shares in accordance with article 27 of these articles of association.

6.9.4. Voting Rights

Each Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.10. The Preferred Shares

6.10.1. All Preferred Shares will be identical in all respects.

6.10.2. Dividends

All Preferred Shares will share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Preferred Shares in accordance with articles 25 and 26 of these articles of association.

6.10.3. Liquidation Rights

Upon liquidation of the Company, each Ordinary Share entitles the holder thereof to liquidation proceeds attached to the Ordinary Shares in accordance with article 27 of these articles of association.

6.10.4. Voting Rights

The Preferred Shares are non-voting preferred shares in accordance with articles 44 to 47 of the Law. They will entitle the holder thereof to one vote on all specific matters upon which holders of non-voting preferred shares have the right to vote in accordance with article 46 of the Law and article 11.5.2 of these articles of association.

Art. 7. Register of shares.

7.1. A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to article 8.4 of these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3. The shares are freely transferable, subject to the terms and conditions of the law.

8.4. Any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which any director may record such transfer in the register of shares.

8.5. The Company, through any of its directors, may also accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General Meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. For the avoidance of doubt, holders of Preferred Shares will only be authorized to vote, and the general meeting of shareholders will then be composed of holders of Ordinary Shares and holders of Preferred Shares, in respect of the resolutions contained in article 46 of the Law, as listed below under article 11.5.2 of these articles of association.

9.3. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

9.4. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting. The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, upon request in writing indicating the agenda, addressed to the board of directors or to the statutory auditor(s) by one or several shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the statutory auditor(s) in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

10.3. An annual general meeting of shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting, on the third Thursday of May at 2:00 pm. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day. The board of directors or the statutory auditor(s), as the case may be, must convene the annual general meeting of shareholders within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.4. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.5. One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.6. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3. Any convening notices, reports and documents which, by virtue of the Law must be sent or notified to the holders of Ordinary Shares shall likewise be sent or notified to the holders of Preferred Shares.

11.4. Quorum

No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of association. In case a holder of Preferred Shares is also a holder of Ordinary Shares, it counts as one shareholder for the quorum requirements set forth by Law.

11.5. Vote

11.5.1. Each Ordinary Share entitles its holder to one (1) vote, subject to the provisions of the Law.

11.5.2. The Preferred Shares are non-voting preferred shares in accordance with articles 44 to 47 of the Law. Each Preferred Share entitles its holder to one (1) vote, to the extent required pursuant to article 46 of the Law. In particular Preferred Shares do not carry any voting rights, except, in accordance with article 46 of the Law, where the holders of Preferred Shares are entitled to vote in any general meeting of shareholders called upon to deal with the following matters:

- i. the issue of new shares carrying preferential rights;
- ii. the determination of the preferential cumulative dividend attached to any class of Preferred Shares;
- iii. the conversion of one or more Preferred Shares into Ordinary Shares;
- iv. the reduction of the share capital of the Company;
- v. any change to the Company's corporate object;
- vi. the issue of convertible bonds;
- vii. the dissolution of the Company before its term; and
- viii. the transformation of the Company into a company of another legal form.

11.5.3. Holders of Preferred Shares shall recover the same voting rights as the holders of Ordinary Shares at all general meetings of shareholders, in case, despite the existence of profits available for that purpose, the Preferred Shares Dividend (as defined in Article 25.5 below) has not been paid in its entirety for any reason whatsoever for a period of two successive financial years.

11.5.4. Unless otherwise required by law or by these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

11.6. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.7. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.8. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.9. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted with a majority of two-thirds of the votes validly cast at a meeting where at least half of the Company's issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed with a majority of two-thirds of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 13. Adjourning general meetings of shareholders. Subject to the terms and conditions of the law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of association, to four (4) weeks. The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 14. Minutes of general meetings of shareholders.

14.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

14.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

14.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

D. Management

Art. 15. Powers of the board of directors.

15.1. The Company shall be managed by a board of directors, who need not be shareholders of the Company. The Company may have several classes of directors.

15.2. If it is noted at a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder, the Company may be managed by a sole director until the general meeting of shareholders following the Company's awareness that several shareholders exist. In such case and to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

15.3. The board of directors is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

15.4. In accordance with article 60 of the Law, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several members of the board of directors or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

15.5. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as agent of the Company.

Art. 16. Composition of the board of directors.

16.1. The board of directors is composed of at least three (3) members, without prejudice to article 15.2 of these articles of association.

16.2. The board of directors must choose from among its members a chairman of the board of directors. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of directors.

Art. 17. Election and Removal of directors and Term of the office.

17.1. Directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

17.2. If a legal entity is elected director of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director and may not be a director at the same time.

17.3. Any director may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

17.4. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and any director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any director may also be re-elected for successive terms.

Art. 18. Vacancy in the office of a director.

18.1. If a vacancy in the office of a member of the board of directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

18.2. If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the board of directors falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of association, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

18.3. In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 19. Convening meetings of the board of directors.

19.1. The board of directors shall meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

19.2. Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each director in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of directors are present or represented at a meeting of the board of directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 20. Conduct of meetings of the board of directors.

20.1. The chairman of the board of directors shall preside at all meeting of the board of directors. In his/her/its absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore.

20.2. Quorum

20.3. The board of directors can act and deliberate validly only if (i) at least half of its members (ii) including one class A director and one class B director, are present or represented at a meeting of the board of directors.

20.4. Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the board of directors, including at least one class a director and one class b director. The chairman shall not have a casting vote.

20.5. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing any other director as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any director may represent one or several of his/her/its colleagues.

20.6. Any director who participates in a meeting of the board of directors by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such director's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of directors held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office. Except in cases of emergency where directors may participate in a meeting held by means of such communication regardless of the country from which they participate, a meeting of the board of directors may only be held by such means of communication if less than half of the directors who participate in such meeting are physically present in a single country (other than Luxembourg) at the time of the meeting.

20.7. The board of directors may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of directors duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all directors on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature. Save as otherwise provided by law,

any director who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where the Company has a sole director and the sole director has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole director and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction.

Art. 21. Minutes of meetings of the board of directors.

21.1. The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw minutes of any meeting of the board of directors, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

21.2. The sole director, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

21.3. Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

Art. 22. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of one (1) class A director and one (1) class B director or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the board of directors or by the sole director. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation.

E. Supervision

Art. 23. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

23.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not.

23.2. The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office, which may not exceed six (6) years. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

23.3. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

23.4. In case of a reduction of the number of statutory auditors by death or in another manner by more than a half, the board of directors must convene the general meeting of shareholders without undue delay in order to fill the vacancy/vacancies.

23.5. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

23.6. The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

23.7. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of directors shall apply.

23.8. If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, there shall be no requirement to appoint statutory auditor (s).

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 25. Profits.

25.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

25.2. Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

25.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the issued share capital.

25.4. Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

25.5. Each financial year, out of the net profits after allocation to the legal reserve (the "Available Profits"), each holder of Preferred Shares is entitled to a dividend per Preferred Share of 8% per annum of: (a) the par value of each Preferred Shares plus (b) the amount of the Preferred Shares Premium Account, as defined under article 26.3 below, divided by the number of Preferred Shares in issue (the "Preferred Shares Dividend").

25.6. The Preferred Shares Dividend is cumulative and recoverable, which means that the holders of Preferred Shares shall, during posterior financial years, recover the Preferred Shares Dividend that they could not receive during the foregoing financial years during which there was no realized nor distributed Available Profits. The recovery of the Preferred Shares Dividend is not limited in time. However, the Preferred Shares do not give right to an additional payment of an ordinary dividend.

25.7. As applicable and should the Available Profits be sufficient to distribute the Preferred Shares Dividend, in whole or in part, and the general meeting of shareholders takes no distribution resolution with respect to the Preferred Shares Dividend, then the aggregate amount of the Preferred Shares Dividend that should have been distributed to the holders of the Preferred Shares shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a Preferred Shares reserve account (the "Preferred Shares Reserve Account").

25.8. After distribution or allocation of the Preferred Shares Dividend, as applicable, the remainder of the Available Profits (that is, the Available Profits less the Preferred Shares Dividend) (the "Remaining Profits") may be distributed to the holders of the Ordinary Shares. The Remaining Profits shall be allocated by the General Meeting, resolving to distribute them proportionally to the holders of Ordinary Shares, to carry them forward, or to transfer them to a distributable reserve. Each holder of Ordinary Share(s) is entitled to a fraction of the Remaining Profits distributed to all of the Ordinary Shares in proportion to the total Ordinary Share(s) it holds in the Company.

Art. 26. Interim dividends - Share premium.

26.1. Under the terms and conditions provided by law, the board of directors may proceed to the payment of interim dividends.

26.2. The share premium may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the director(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve and in accordance with these articles of association.

26.3. Any share premium paid on the Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Shares premium account (the "Ordinary Shares Premium Account"), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any premium paid on the Ordinary Shares, any additional capital surplus contributed by the holders of Ordinary Shares to the Company, and of any amount allocated to such Ordinary Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

26.4. Any share premium paid on Preferred Shares shall be booked in a Preferred Shares share premium account (the "Preferred Shares Premium Account"), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any premium paid on the Preferred Shares, any additional capital surplus contributed by the holders of Preferred Shares to the Company, and of any amount allocated to such Preferred Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

26.5. The share premium may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the director(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve and in accordance with these articles of association.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

27.2 After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, each holder of Preferred Shares will have a preferential right to payment.

27.3 If the Company cannot pay such amounts in full to all the holders of Preferred Shares, payment will be made on a pro rata basis to each holder of Preferred Shares.

27.4 After payment of all debts and liabilities of the Company (including all shareholders' advances (if any)) and after the payment of any amount due to the holders of Preferred Shares, under this article or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the holders of Ordinary Shares in proportion to the number of Ordinary Shares held by the relevant holders in the Company. The holders of Preferred Shares shall, in any case, be paid prior to the holders of Ordinary Shares.

H. Governing law

Art. 28. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

- 1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2013.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.
- 3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

S&B Minerals Finance S.C.A., aforementioned,

paid thirty-one thousand euro (EUR 31,000) in subscription for two million nine hundred forty-five thousand (2,945,000) Ordinary Shares and one hundred fifty-five thousand (155,000) Preferred Shares. Total: thirty-one thousand euro (EUR 31,000) paid for three million one hundred thousand (3,100,000) shares.

All the shares have been entirely paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in article 26, 26-3 ad 26-5 of the Law and expressly states that they have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be EUR 1,200.-.

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the Company's entire issued share capital has passed the following resolutions by unanimous vote.

- 1) The number of members of the board of directors is fixed at four (4).
- 2) The following persons are appointed as members of the board of directors of the Company:
 - a) Mr. Kriton Leonidas Anavlavlis, born on 30 July 1962 in Istanbul, Turkey, having his professional address at 15A Andrea Metaxa Street, 14564 Kifisia, Athens, Greece, acting as class A director of the Company;
 - b) Mr. Ioannis Christodoulakis, born on 21 September 1954 in Karpathos, Greece, having his professional address at 15A Andrea Metaxa Street, 14564 Kifisia, Athens, Greece, acting as class A director of the Company;
 - c) Mr. Jacques de Patoul, born on 10 January 1980 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having his professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting as class B director of the Company; and
 - d) Ms. Virginia Strelen, born on 30 May 1977 in Bergisch-Gladbach, Germany, with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting as class B director of the Company;
- 3) The following entity is appointed as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company:
Ernst & Young S.A., RCS: B47771, 7 rue Gabriel Lippmann, L- 5365 Munsbach
- 4) The term of the office of the members of the board of directors and of the independent auditor shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2013 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, may determine.
- 5) The address of the Company's registered office is set at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a German translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den achtundzwanzigsten Juni.

Vor der unterzeichneten Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Ersetzung von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welcher Letzterer in Verwahrung vorliegender Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

S&B Minerals Finance S.C.A., eine gemäß dem Luxemburger Recht gegründete und existente Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, noch nicht im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen,

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Jan Dobrzensky, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 26. Juni 2013 in Luxemburg erteilten Vollmacht.

Besagte Vollmacht, nachdem sie durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden ist, wird dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben eingetragen zu werden.

Solch erschienene Partei hat den Notar ersucht, die Gründungsurkunde einer société anonyme aufzunehmen, welche sie gründen möchte und deren Satzung folgendermaßen lauten soll:

A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Aktien und/oder jeder anderen Person, die künftig Aktionär sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société anonyme unter der Firma "S&B Minerals Participations S.A." (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1. Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldinstrumenten, Patenten und Lizenzen sowie die Verwaltung und Kontrolle eines solchen Portfolios.

3.2. Die Gesellschaft kann außerdem:

- jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Verwaltungsratsmitglieds oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewährleisten; und

- jedem Rechtsgebilde, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

3.3. Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Innerhalb dieses Zwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

- Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Herausgabe jedes beliebigen Wertpapiers oder Schuldpapiers, einschließlich Obligationsscheinen, durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts;

- sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Rechtsgebildes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen; und

- als Partner/Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für Schulden und Verbindlichkeiten jedes beliebigen Luxemburger oder ausländischen Rechtsgebildes handeln.

Art. 4. Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden.

4.3. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrats errichtet werden.

B. Aktienkapital - Aktien - Aktienverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Aktien

Art. 5. Aktienkapital.

5.1. Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1. Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) bestehend aus zwei Millionen neunhundertfünfundvierzigtausend (2.945.000) Stammaktien (die „Stammaktien“) und einhundertfünfundfünfzigtausend (155.000) stimmrechtslosen Vorzugsaktien (die „Vorzugsaktien“), alle mit einem Nominalwert von einem Eurocent (EUR 0,01) pro Aktie.

5.1.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3. Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen zu bezahlen sind, werden den bestehenden Aktionären/dem bestehenden Aktionär zuerst angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden solche Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im Aktienkapital der Gesellschaft jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum, während dessen dieses bevorzugte Aktienbezugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Aktionäre/den Aktionär gesendeten Einschreibens betragen, welches die Eröffnung der Zeichnung ankündigt. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann jedoch die Hauptversammlung der Aktionäre, welche einberufen wurde, um (i) entweder über eine Erhöhung des Aktienkapitals der Gesellschaft (ii) oder über die dem Verwaltungsrat zu erteilende Ermächtigung, das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft zu erhöhen, zu bestimmen, das bevorzugte Aktienbezugsrecht der bestehenden Aktionäre/des bestehenden Aktionärs begrenzen oder aufheben oder den Verwaltungsrat ermächtigen, dies zu tun. Ein solcher Beschluss muss in der Weise gefasst werden wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung herabgesetzt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Aktien.

6.1. Das Aktienkapital der Gesellschaft ist in Stamm- und Vorzugsaktien mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2. Die Stammaktien und die Vorzugsaktien bilden jeweils separate Aktienklassen in der Gesellschaft, sind aber in jeder Hinsicht pari passu einzuordnen, sofern nachstehend nicht anders vorgesehen.

6.3. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4. Das Recht eines Aktionärs auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist proportional zu der Anzahl der von ihm im Aktienkapital der Gesellschaft gehaltenen Aktien einer solchen Klasse.

6.5. Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Aktionär, falls anwendbar, oder jeden anderen Aktionär soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.6. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

6.7. Bruchteilsaktien sollen auf einer anteilmäßigen Basis dieselben Rechte gewähren wie ganze Aktien, wobei aufgrund von Aktien nur dann Stimmrechte ausgeübt werden können, wenn die Anzahl der Bruchteilsaktien in eine oder mehrere Aktien zusammengefasst werden können. Falls Bruchteilsaktien bestehen, welche nicht zu einer Aktie zusammengefasst werden können, können aufgrund solcher Bruchteilsaktien keine Stimmrechte ausgeübt werden.

6.8. Die Gesellschaft kann, im Rahmen von und gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der geänderten Fassung (das „Gesetz“) und der vorliegenden Satzung, auf Basis der für eine Ausschüttung verfügbaren Beträge, Aktien gegen Zahlung in bar oder in Natur zurückkaufen oder zurücknehmen. Die Rücknahme von Stammaktien unterliegt jedoch einer vorherigen Rücknahme aller Vorzugsaktien.

6.9. Die Stammaktien

6.9.1. Alle Stammaktien sind in jeder Hinsicht identisch.

6.9.2. Dividenden

Alle Stammaktien sind im gleichen anteiligen Ausmaß an einer Dividendenausschüttung oder an jeglicher Ausschüttung von Vermögen in einer anderen Form als durch Dividenden, welche insgesamt solchen Stammaktien in Übereinstimmung mit den Artikeln 25 und 26 dieser Satzung zugeteilt werden, beteiligt.

6.9.3. Rechte im Fall einer Liquidation

Im Falle einer Liquidation der Gesellschaft berechtigt jede Stammaktie deren Inhaber zu dem den Stammaktien zugehörigen Liquidationserlös gemäß Artikel 27 dieser Satzung.

6.9.4. Stimmrechte

Jede Stammaktie berechtigt ihren Inhaber zu einer Stimme bei Abstimmungen über sämtliche den Aktieninhabern vorbehaltenen Angelegenheiten.

6.10 Die Vorzugsaktien

6.10.1. Alle Vorzugsaktien sind in jeder Hinsicht identisch.

6.10.2. Dividenden

Alle Vorzugsaktien sind im gleichen anteiligen Ausmaß an einer Dividendenausschüttung oder an jeglicher Ausschüttung von Vermögen in einer anderen Form als durch Dividenden, welche insgesamt solchen Vorzugsaktien in Übereinstimmung mit den Artikeln 25 und 26 dieser Satzung zugeteilt werden, beteiligt.

6.10.3. Rechte im Fall einer Liquidation

Im Falle einer Liquidation der Gesellschaft berechtigt jede Vorzugsaktie deren Inhaber zu dem den Vorzugsaktien zugehörigen Liquidationserlös gemäß Artikel 27 dieser Satzung.

6.10.4. Stimmrechte

Die Vorzugsaktien sind stimmrechtlose Vorzugsaktien in Übereinstimmung mit den Artikeln 44 bis 47 des Gesetzes. Jede Vorzugsaktie berechtigt ihren Inhaber zu einer Stimme bei Abstimmungen über sämtliche den Vorzugsaktionären vorbehaltenen Angelegenheiten gemäß Artikel 46 des Gesetzes und Artikel 11.5.2. dieser vorliegenden Satzung.

Art. 7. Aktienverzeichnis.

7.1. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Aktionär eingesehen werden kann. Dieses Aktienverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Aktionärs, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, die Angabe der auf diese Aktien geleisteten Zahlungen, jede Übertragung von Aktien und deren Datum gemäß Artikel 8.4 dieser Satzung sowie jedes über Aktien gewährte Sicherungsrecht.

7.2. Jeder Aktionär wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Aktionärs berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Aktien.

8.1. Der Beweis des Eigentums an Aktien kann aufgrund der Eintragung eines Aktionärs im Aktienverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Aktionärs werden Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Verwaltungsrats, von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2. Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer der Aktie angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einer im Eigentum mehrerer Personen stehenden Aktie verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3. Die Aktien sind unbeschadet gesetzlicher Bestimmungen frei übertragbar.

8.4. Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten entweder durch die Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder von deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung ins Aktienverzeichnis oder durch Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung, gemäß derer jedes beliebige Verwaltungsratsmitglied die Übertragung in das Aktienverzeichnis eintragen kann, wirksam.

8.5. Die Gesellschaft kann durch jedes einzelne ihrer Verwaltungsratsmitglieder auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Aktienverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1. Die Aktionäre üben ihre kollektiven Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2. Hiermit sei klargestellt, dass Vorzugsaktionären nur hinsichtlich der in Artikel 46 des Gesetzes aufgezählten Beschlüsse, wie sie in Artikel 11.5.2. der vorliegenden Gesellschaftssatzung aufgelistet sind, berechtigt sind abzustimmen, und die Hauptversammlung der Aktionäre ist in diesem Fall aus Stammaktionären und Vorzugsaktionären zusammengesetzt.

9.3. Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Aktionär" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf die "Hauptversammlung der Aktionäre" als Verweis auf den „alleinigen Aktionär“ gelesen werden.

9.4. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Art. 10. Ladung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Verwaltungsrat oder den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird. Auf schriftliches, die Tagesordnung enthaltendes und an den Verwaltungsrat oder den/die satzungsmäßigen Buchprüfer gerichtetes Ersuchen eines oder mehrerer Aktionäre, die zusammen zumindest 10 Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals repräsentieren, muss die Hauptversammlung der Aktionäre je nach Lage des Falles vom Verwaltungsrat oder von dem/den satzungsmäßigen Buchprüfer(n), falls vorhanden, einberufen wer-

den, um innerhalb eines Zeitraums von einem (1) Monat ab Zugang des Ersuchens an dem Ort und zu der Zeit wie sie sich aus der Ladung zur Versammlung ergeben abgehalten zu werden.

10.3. Eine Jahreshauptversammlung der Aktionäre muss in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt am dritten Donnerstag im Mai um 14:00 Uhr abgehalten werden. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Je nach Lage des Falles muss der Verwaltungsrat oder der/die satzungsmäßige(n) Buchprüfer die Jahreshauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen.

10.4. Die Ladung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär abzusenden.

10.5. Einer oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können ersuchen, dass ein Punkt oder mehrere Punkte der Tagesordnung jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre zugefügt wird/werden. Dieses Ersuchen muss mindestens fünf (5) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

10.6. Wenn an einer Hauptversammlung der Aktionäre alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Hauptversammlung der Aktionäre ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Hauptversammlungen der Aktionäre.

11.1. In jeder Hauptversammlung der Aktionäre soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wird und welche weder Aktionäre noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.2. In jeder Hauptversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3. Jegliche Ladungen, Berichte und Dokumente, welche gemäß dem Gesetz jedem Stammaktieninhaber zuzustellen oder mitzuteilen sind, werden gleichermaßen jedem Vorzugsaktieninhaber zugestellt oder mitgeteilt.

11.4. Quorum

Für das wirksame Handeln und die wirksame Beschlussfassung der Hauptversammlung der Aktionäre ist kein Quorum erforderlich, sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt. Sofern ein Stammaktieninhaber auch Vorzugsaktieninhaber ist, zählt dieser als ein Aktionär für jedes gesetzlich vorgeschriebene Quorumerfordernis.

11.5. Abstimmung

11.5.1. Jede Stammaktie gewährt ihrem Inhaber unbeschadet gesetzlicher Vorschriften eine (1) Stimme.

11.5.2. Die Vorzugsaktien sind stimmrechtlose Vorzugsaktien in Übereinstimmung mit den Artikeln 44 bis 47 des Gesetzes. Jede Vorzugsaktie berechtigt ihren Inhaber zu einer (1) Stimme in dem gemäß Artikel 46 des Gesetzes erforderlichen Umfang. Insbesondere beinhalten Vorzugsaktien keinerlei Stimmrechte, außer in den Fällen gemäß Artikel 46 des Gesetzes, in denen Inhaber von Vorzugsaktien zur Abstimmung in Hauptversammlungen der Aktionäre berechtigt sind, die über:

- i. die Ausgabe weiterer Vorzugsaktien;
- ii. die Festlegung der nachzuzahlenden Vorzugsdividende für die stimmrechtlosen Aktien;
- iii. die Umwandlung stimmrechtloser Vorzugsaktien in Stammaktien;
- iv. die Herabsetzung des Gesellschaftskapitals;
- v. die Änderung des Gesellschaftszweckes;
- vi. die Ausgabe von Wandelanleihen;
- vii. die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft;
- viii. die Umwandlung der Gesellschaft in eine Gesellschaft anderer Rechtsform beschließen.

11.5.3. Sind die nachzuzahlenden Vorzugsdividenden aus irgendeinem Grund trotz hierfür vorhandener ausschüttungsfähiger Gewinne in zwei (2) aufeinanderfolgenden Geschäftsjahren nicht vollständig zur Auszahlung gelangt, so steht ihren Inhaber auf allen Versammlungen dasselbe Stimmrecht wie den Inhabern von Stammaktien zu, bis die Dividenden vollständig nachgezahlt sind.

11.5.4. Sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem vertretenen Anteil am Kapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

11.6. Ein Aktionär kann an jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch

jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

11.7. Es wird vermutet, dass ein Aktionär, der an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Aktionär identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.8. Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Aktionäre können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionär ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechenden Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Hauptversammlung der Aktionäre, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

11.9. Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, damit sie an Hauptversammlungen der Aktionäre teilnehmen können.

Art. 12. Änderung der Satzung. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann diese Satzung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre abgeändert werden, welcher bei der ersten Abstimmung mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen in einer solchen Versammlung gefasst wird, an der zumindest die Hälfte des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten ist. Bei der zweiten Abstimmung wird der Beschluss ungeachtet des an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Kapitalanteils mit einer Zweidrittelmehrheit der in der Versammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

Art. 13. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Verwaltungsrat jede bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre einschließlich jeder zu einer Satzungsänderung einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre auf vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder von mehreren Aktionären beantragt wird, welche insgesamt mindestens zwanzig Prozent (20%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Durch eine solche Vertagung einer bereits begonnenen Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder in dieser Versammlung bereits getroffene Beschluss wieder aufgehoben.

Art. 14. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

14.1. Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Aktionär, der das ersucht, unterzeichnet wird.

14.2. Der alleinige Aktionär, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

14.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Verwaltungsratspräsidenten, durch zwei beliebige Verwaltungsratsmitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.

15.1. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, dessen Mitglieder nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Gesellschaft kann mehrere Klassen von Verwaltungsratsmitgliedern haben.

15.2. Wenn in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, kann die Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer verwaltet werden bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre, die der Erkenntnis der Gesellschaft nachfolgt, dass es mehrere Aktionäre gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf den "Verwaltungsrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ gelesen werden.

15.3. Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Handlungen.

15.4. Gemäß Artikel 60 des Gesetzes können die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder anderen Personen, ob sie Aktionäre sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Verwaltungsratsbeschluss festgesetzt.

15.5. Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 16. Zusammensetzung des Verwaltungsrates.

16.1. Der Verwaltungsrat setzt sich unbeschadet des Artikels 15.2 dieser Satzung aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammen.

16.2. Der Verwaltungsrat muss aus seiner Mitte einen Verwaltungsratspräsidenten wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats sein muss.

Art. 17. Wahl und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern und Amtszeit.

17.1. Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

17.2. Wenn eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied gewählt wird, muss diese eine natürliche Person als dauernden Vertreter benennen, welche diese Rolle im Namen und für Rechnung der juristischen Person ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren dauernden Vertreter abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann der dauernde Vertreter nur eines (1) Verwaltungsratsmitglieds sein und kann nicht gleichzeitig auch das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds innehaben.

17.3. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

17.4. Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds kann nicht länger als sechs (6) Jahre betragen, und jedes Verwaltungsratsmitglied muss sein Amt weiter ausüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 18. Verhinderung eines Verwaltungsratsmitglieds.

18.1. Wenn das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Ausscheidens oder aus einem anderem Grund unbesetzt ist, kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, in welcher die Aktionäre, wenn dies für geeignet erachtet wird, über eine dauerhafte Besetzung bestimmen.

18.2. Wenn im Falle von mehreren Aktionären die Gesamtanzahl der Verwaltungsratsmitglieder unter drei (3) oder unter eine sich eventuell aus dieser Satzung ergebende höhere Mindestzahl fällt, so muss diese freie Stelle unverzüglich entweder durch die Hauptversammlung der Aktionäre oder vorübergehend durch die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, welche über die dauerhafte Besetzung bestimmt.

18.3. Wenn die Verhinderung im Amt des alleinigen Geschäftsführers entsteht, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 19. Ladung zu Verwaltungsratssitzungen.

19.1. Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

19.2. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Verwaltungsratssitzung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Verwaltungsratsmitglieds per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Verwaltungsratssitzungen nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 20. Verlauf von Verwaltungsratssitzungen.

20.1. Verwaltungsratssitzungen werden durch den Präsidenten des Verwaltungsrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als vorübergehenden Präsidenten ernennen.

20.2. Quorum

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn (i) mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung (ii) einschließlich eines Verwaltungsratsmitglieds der Klasse A und eines Verwaltungsratsmitglieds der Klasse B anwesend oder vertreten ist.

20.3. Abstimmung

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Verwaltungsratssitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder, einschließlich eines Verwaltungsratsmitglieds der Klasse A und eines Verwaltungsratsmitglieds der Klasse B, gefasst. Der Präsident soll keine entscheidende Stimme haben.

20.4. Ein Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten. Außer in Notfällen, in denen Mitglieder des Verwaltungsrats an einer durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung unabhängig von dem Land, aus dem sie teilnehmen, teilnehmen können, kann eine Sitzung des Verwaltungsrats nur dann durch solche Kommunikationsmittel abgehalten werden, wenn weniger als die Hälfte der an einer solchen Sitzung teilnehmenden Mitglieder des Verwaltungsrats zur Zeit der Sitzung körperlich in einem einzigen Land (außerhalb Luxemburgs) anwesend sind.

20.5. Es wird vermutet, dass ein Verwaltungsratsmitglied, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

20.6. Der Verwaltungsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Verwaltungsratsmitglieder auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

20.7. Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Verwaltungsratsmitglied, das an einer Transaktion, die dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss vor Fassen jedweden Beschlusses betreffend einen Tagesordnungspunkt über einen solchen Interessenkonflikt informiert werden. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenkonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden.

Art. 21. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen.

21.1. Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident soll ein Protokoll über jede Verwaltungsratssitzung aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

21.2. Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

21.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, je nach Lage des Falles, vom Verwaltungsratspräsidenten, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 22. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von einem Verwaltungsratsmitglied der Klasse A und einem Verwaltungsratsmitglied der Klasse B, oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Verwaltungsrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. In den Grenzen des Tagesgeschäfts wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen diese Befugnis in Verbindung mit dem Tagesgeschäft der Gesellschaft gemäß den Regeln dieser Übertragung allein oder gemeinschaftlich handelnd übertragen wurde.

E. Aufsicht

Art. 23. Satzungsmaßige(r) Buchprüfer - Unabhängige(r) Buchprüfer.

23.1. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Aktionäre sind oder nicht.

23.2. Die Hauptversammlung der Aktionäre soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen, welche nicht mehr als sechs (6) Jahre betragen darf. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Hauptversammlung der Aktionäre wieder ernannt werden.

23.3. Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

23.4. Im Falle einer Verringerung der Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer durch Versterben oder auf andere Weise um mehr als die Hälfte muss der Verwaltungsrat die Hauptversammlung der Aktionäre unverzüglich einberufen, um die freigewordene(n) Stelle(n) zu besetzen.

23.5. Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

23.6. Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

23.7. Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in dieser Satzung genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Verwaltungsratssitzungen anwendbar sein.

23.8. Wenn die Aktionäre der Gesellschaft einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) gemäß Artikel 69 des geänderten Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen ernennen, so besteht keine Verpflichtung einen satzungsmäßigen Buchprüfer zu bestellen.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 25. Gewinne.

25.1. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt.

25.2. Die durch einen Aktionär an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Aktionär dieser Zuführung zustimmt.

25.3. Im Falle einer Herabsetzung des Aktienkapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals nicht übersteigt.

25.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Verwaltungsrat wird die Hauptversammlung der Aktionäre beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und dieser Satzung verwendet werden soll.

25.5. In jedem Geschäftsjahr hat jeder Vorzugsaktioninhaber auf Basis des Nettogewinns nach Zuweisung der gesetzlichen Reserve (die „Verfügbaren Gewinne“) einen Anspruch auf eine Gewinnausschüttung von (8%) pro Vorzugsaktie pro Jahr (a) des Nominalwerts jeder Vorzugsaktie zuzüglich (b) des Betrags des Vorzugsaktienagioreservekontos gemäß der Definition unter Artikel 26.4 dieser Satzung, geteilt durch die Zahl der ausgegebenen Vorzugsaktien (die „Vorzugsaktiendividende“).

25.6. Die Vorzugsaktiendividende ist kumulativ und beitreibar, was bedeutet, dass die Vorzugsaktioninhaber die Möglichkeit haben, während der darauffolgenden Geschäftsjahre die Vorzugsaktiendividende einzutreiben, die sie während der vorhergehenden Geschäftsjahre, während derer weder Verfügbare Gewinne erzielt wurden noch vorhanden waren, nicht erhalten haben.

25.7. Sofern anwendbar und sofern die Verfügbaren Gewinne genügen sollten, um eine Vorzugsaktiendividende im Ganzen oder teilweise auszuschütten, und sofern die Hauptversammlung der Aktionäre dennoch keinen Ausschüttungsbeschluss hinsichtlich der Vorzugsaktiendividende fasst, wird der Gesamtbetrag der Vorzugsaktiendividende, der an die Vorzugsaktioninhaber ausgeschüttet hätte werden sollen, automatisch einer ausschüttbaren Reserve zugeteilt, die in einem Vorzugsaktienreservekonto (das „Vorzugsaktienreservekonto“) verbucht wird.

25.8. Nach Ausschüttung oder Zuteilung der Vorzugsaktiendividende wird der Restbetrag der Verfügbaren Gewinne (also die Verfügbaren Gewinne abzüglich der Vorzugsaktiendividende (die „Restlichen Gewinne“)) an die Stammaktioninhaber ausgeschüttet. Die Restlichen Gewinne werden durch Beschluss der Hauptversammlung zugeteilt. Die Hauptversammlung kann beschließen, entweder die Restlichen Gewinne anteilig an die Stammaktioninhaber auszuschütten, sie vorzutragen oder sie in eine ausschüttbare Reserve zu übertragen. Jeder Stammaktioninhaber hat einen Anspruch auf einen Bruchteil der Restlichen Gewinne, die an alle Stammaktioninhaber anteilig zu deren Anzahl an Stammaktien in der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Art. 26. Zwischendividenden - Agioreserve.

26.1. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden zahlen.

26.2. Die Agioreserve kann durch Aktionärsbeschluss oder Beschluss des Verwaltungsrats unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Aktienkapitals und der gesetzlichen Rücklage und der Bestimmungen dieser Satzung frei an den/die Aktionär(e) ausgeschüttet werden.

26.3. Jede Agioreserve die auf Stammaktien bezahlt wurde, wird auf dem Stammaktienagioreservekonto (das „Stammaktienagioreservekonto“) verbucht. Auf diesem Konto wird jeder Betrag und jeder Wert einer Agioreserve, die auf Stammaktien gezahlt wurde, jeder von Stammaktioninhabern beigesteuerter zusätzlicher Kapitalüberschuss und jeder dem Stammaktienagioreservekonto gemäß dieser Satzung zugewiesene Betrag in der Währung, in der diese tatsächlich gezahlt wurden, verbucht.

26.4. Jede Agioreserve, die auf Vorzugsaktien gezahlt wurde, wird auf dem Vorzugsaktienagioreservekonto (das „Vorzugsaktienagioreservekonto“) verbucht. Auf diesem Konto wird jeder Betrag und jeder Wert einer Agioreserve, die auf Vorzugsaktien gezahlt wurde, jeder von Vorzugsaktieninhabern beigesteuerter zusätzlicher Kapitalüberschuss und jeder dem Vorzugsaktienagioreservekonto gemäß dieser Satzung zugewiesene Betrag in der Währung in der diese tatsächlich gezahlt wurden, verbucht.

26.5. Die Agioreserve kann nach Beschluss der Aktionäre oder nach Beschluss der Vorstandsvorsitzenden unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Aktienkapitals und der gesetzlichen Rücklage und der Bestimmungen dieser Satzung frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

27.2. Nach Zahlung aller Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber Dritten oder diesbezüglicher Hinterlegung finanzieller Mittel, hat jeder Vorzugsaktieninhaber ein Vorzugsauszahlungsrecht.

27.3. Wenn die Gesellschaft diese Beträge nicht vollständig an jeden Vorzugsaktieninhaber auszahlen kann, wird jeder Vorzugsaktieninhaber anteilig ausbezahlt.

27.4. Nach Zahlung aller Schulden und Verpflichtungen der Gesellschaft (einschließlich gegebenenfalls jeder Vorzuschusszahlung an die Aktionäre) und nach Auszahlung jeglicher den Vorzugsaktieninhabern zustehenden Beträge gemäß diesem Artikel, oder der diesbezüglichen Hinterlegung finanzieller Mittel wird der Überschuss an die Stammaktieninhaber anteilig zu deren Anzahl an Stammaktien in der Gesellschaft ausbezahlt. Die Vorzugsaktieninhaber werden in jedem Fall vor den Stammaktieninhabern ausbezahlt.

H. Anwendbares Recht

Art. 28. Anwendbares Recht. Die Satzung und ihre Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz bestimmt werden.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.
- 2) Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll in 2014 abgehalten werden.
- 3) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Der zeichnende Aktionär hat die auszugebenden Aktien wie folgt gezeichnet:

S&B Minerals Finance S.C.A, vorbenannt,

zahlte einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) gegen Zeichnung von zwei Millionen neunhundertfünfundvierzigtausend (2.945.000) Stammaktien und einhundertfünfundfünfzigtausend (155.000) stimmrechtslosen Vorzugsaktien Aktien.

Gesamt: einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) gezahlt für drei Millionen einhunderttausend (3.100.000) Aktien.

Alle Aktien sind ganz in Bar eingezahlt worden, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er das Vorliegen der in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes genannten Voraussetzungen geprüft hat, und erklärt ausdrücklich, dass sie alle erfüllt sind.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf EUR 1.200,- geschätzt.

Beschlüsse des Aktionärs

Der Gründungsaktionär, welcher das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentiert hat folgende Beschlüsse gefasst.

- 1) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf vier (4) festgesetzt u.
- 2) Die folgenden Personen werden als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ernannt:
 - a) Herr Kriton Leonidas Anavlavis, geboren am 30. Juli 1962 in Istanbul, Türkei, mit beruflicher Adresse 15A Andrea Metaxa Strasse, 14564 Kifisia, Athen, Griechenland, als Verwaltungsratsmitglied der Klasse A der Gesellschaft;

b) Herr Ioannis Christodoulakis, geboren am 21. September 1954 in Karpatos, Griechenland, mit beruflicher Adresse 15A Andrea Metaxa Strasse, 14564 Kifisia, Athen, Griechenland, als Verwaltungsratsmitglied der Klasse A der Gesellschaft;

c) Herr Jacques de Patoul, geboren am 10. Januar 1980 in Luxemburg, mit beruflicher Adresse 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, als Verwaltungsratsmitglied der Klasse B der Gesellschaft; und

d) Frau Virginia Strelen, geboren am 30. Mai 1977 in Bergisch-Gladbach, mit beruflicher Adresse 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, als Verwaltungsratsmitglied der Klasse B der Gesellschaft.

3) Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft ernannt:

Ernst & Young S.A., RCS: B47771, 7 rue Gabriel Lippmann, L- 5365 Munsbach, RCS: B47771.

4) Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder und des unabhängigen Wirtschaftsprüfers soll an dem Zeitpunkt enden, an dem die Hauptversammlung der Aktionäre/der alleinige Aktionär, je nach Lage des Falles, über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2013 bestimmt, oder an jedem anderen, von der Hauptversammlung der Aktionäre/vom alleinigen Aktionär, je nach Lage des Falles, festgesetzten Zeitpunkt vor diesem Datum.

5) Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DOBRZENSKY und M. SCHAEFFER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juillet 2013. Relation: LAC/2013/30339. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. Juli 2013.

Référence de publication: 2013095443/1031.

(130114940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2013.

Tornio Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 117.493.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement rendu en date du 27 juin 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société anonyme TORNIO INVESTMENTS S.A., dont le siège social à L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été dénoncé en date du 14 septembre 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 18 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pierre-Yves MAGEROTTE

Le liquidateur

Référence de publication: 2013087045/21.

(130106795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Verone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3871 Schiffange, 13, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 176.455.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de VERONE S.A., tenue au siège social le 1^{er} juillet 2013 à 09 heures

1. L'Assemblée approuve la radiation de l'Administrateur:

CENTURION S.A.L (OFF-SHORE)

enregistrée auprès du registre de commerce du Liban Lebanese Republic Commercial register sous la référence 1806463 ayant comme représentant permanent Monsieur Christian RANASINGHE ARACHCHIGE né le 12 octobre 1988 à Colombo (SRI LANKA) demeurant au 38, Georgers Magniez F-93120 La Courneuve (FRANCE)

2. L'Assemblée approuve la nomination des Administrateurs:

- Monsieur Mathieu FARANGUE HARIRI, Administrateur, né le 17 août 1988 à Aubervilliers (FRANCE) demeurant professionnellement au 13, rue de la Paix L-3871 Schiffange.

- Monsieur Thibaud SCHMEER, Administrateur, né le 1^{er} septembre 1988 à Obernai (FRANCE) demeurant professionnellement au 13, rue de la Paix L-3871 Schiffange.

- Monsieur Christian RANASINGHE ARACHCHIGE, né le 12 octobre 1988 à Colombo (SRI LANKA) employé, demeurant professionnellement au 13, rue de la Paix L-3871 Schiffange.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018 statuant sur les comptes annuels du 31 Décembre 2017.

Toutes les résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 10 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Thibaud SCHMEER / Gérard LUSATTI / Mathieu FARANGUE HARIRI

Secrétaire / Scrutateur / Président

Référence de publication: 2013087077/28.

(130107426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Tasselot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 78.664.

—
Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 18 juillet 2012, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Willem Adriaanse, avec adresse au 15, rue Jean-Pierre Sauvage, L-1024 Luxembourg;

- Carlo DAX, avec adresse au 16, rue de Kehlen, L-9394 Olm;

- Marcel Stephany, avec adresse au 23, Cité Aline Mayrisch, 7268 Bereldange;

pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. Renouvellement du mandat de l'administrateur-délégué Carlo DAX, avec adresse au 16, rue de Kehlen, L-9394 Olm, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

3. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé de BDO Audit, avec siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013087024/23.

(130106586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Tiledrasi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 2, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 94.278.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 mars 2013

La démission de Monsieur Evangelos Raptis, liquidateur le 22 mars 2013 est accepté.

Monsieur George Mantzoros, né le 15 janvier 1962 à Athènes, ayant comme adresse professionnelle Nedmed Group, Manis Street, Kantza Pallini of Attica, GR 153-51, Athènes Grèce est nommé liquidateur de la société avec effet le 22 mars 2013.

Luxembourg, le 27/6/2013.

Pour extrait conforme

Fiduciaire Nationale S.à r.l.

2, rue de l'Avenir

L-1147 Luxembourg

Signature

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013087038/19.

(130107526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

ACM RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 169.255.

—
Extrait du procès verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg le 2 mai 2013

Le Conseil décide de transférer le siège social de la société du 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg au 9, boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, à compter du 1^{er} juillet 2013.

Pour la société ACM RE S.A.

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013087180/12.

(130108509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Thomson Reuters Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 45.994.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle du 28 juin 2013

L'assemblée générale décide de réélire tous les administrateurs en fonction pour un nouveau mandat qui se terminera à l'issu de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

L'assemblée générale décide d'augmenter le nombre d'administrateurs de six à sept et nomme Monsieur Chris Hart-free, né le 24 juillet 1968 à Gateshead, Royaume-Uni, demeurant professionnellement 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, comme nouvel administrateur de la Société pour une période qui se terminera à l'issu de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Le conseil d'administration est composé comme suit:

1. Madame Camilla NUNN, administrateur, demeurant 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
2. Monsieur Tom LOESCH, administrateur et président, demeurant 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg;
3. Monsieur Alain STEICHEN, administrateur, demeurant 2, rue Peterelchen, bâtiment C étage 2, L-2370 Howald;
4. Monsieur Ken McCARTER, administrateur, demeurant Toronto Dominion Centre, bâtiment Aetna Tower, Suite 3000, CDN - M5K 1N2 Toronto, Ontario;
5. Madame Ruth CLAMP, administrateur, demeurant 153, route de Thonon, CH-1245 Collonge-Bellerive, Genève;
6. Madame Miranda HALL, administrateur, 33 Aldgate High Street, Aldgate House, EC3N 1DL, London; et
7. Monsieur Chris HARTFREE, administrateur, demeurant 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

L'assemblée générale décide de réélire PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, comme commissaire pour un nouveau mandat qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THOMSON REUTERS FINANCE S.A.

Référence de publication: 2013087036/27.

(130106997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

TCC Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 135.531.

—
Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la société en date du 24 juin 2013

Le conseil de gérance décide de nommer ERNST & YOUNG, société anonyme établie et ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet à la date de l'assemblée générale annuelle des associés de la Société en relation avec l'approbation des comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2012 et pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle des associés de la Société en relation avec l'approbation des comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087025/16.

(130107173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

**Glasswall Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Cilaos S.à r.l.).**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 175.671.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66656 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087333/11.

(130108564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

UBS Third Party Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 45.991.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 28 juin 2013

Sont réélus au Conseil d'Administration:

- M. Aloyse Hemmen, membre du conseil d'administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2014, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg.
- M. Mark Porter, président du conseil d'administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2014, 21 Lombard Street, EC3V 9AH London, Royaume-Uni.
- M. Court Taylour, membre du conseil d'administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2014, Talacker 30, CH-8001 Zurich, Suisse.
- M. David Lahr, membre du conseil d'administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2014, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Pour UBS THIRD PARTY Management COMPANY S.A.

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Mathias Welter / Sandra Ehlers

Associate Director / Director

Référence de publication: 2013087056/23.

(130106378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Timaru S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 24.983.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2013

L'assemblée accepte la démission de la société LUXEMBOURG CORPORATE SERVICES INC., ayant son siège social au 824, Market Street, Suite 720, DE-19801 WILMINGTON -Etat du Delaware (U.S.A.) comme administrateur et nomme en remplacement Monsieur Pierre SCHILL, avec adresse professionnelle au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 28 juin 2013

Les membres du Conseil d'Administration décident de nommer comme Président du Conseil d'Administration Monsieur Bernard EWEN, avec adresse privée au 17, rue Raoul Follereau, L-8027 STRASSEN, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013087039/20.

(130107011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Degato International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 93.278.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2013087444/11.

(130108928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

VH Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 138.820.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 27 juin 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Alexander STUDHALTER, conseiller fiscal, demeurant au 8, Matthofstrand, CH - 6000 Lucerne, Président.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 27 juin 2013.

Référence de publication: 2013087078/20.

(130107429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Unibeton Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 74.705.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 3 juin 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'entreprises Agréé viennent à échéance à la présente Assemblée.
- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'administrateurs de Monsieur Olivier APRUZZESE, Président, de Monsieur Joël NEYHOUSER et de UNIBETON S.A.S, ainsi que le mandat du Réviseur d'entreprises Agréé de ERNST & YOUNG (immatriculé au RCS B 47.771 dont le siège social est situé 7 Parc d'activité Syrdall L-5365 Munsbach).
- Les mandats des administrateurs et du Réviseur d'entreprises Agréé viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013087060/19.

(130106264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

dfl Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.950.003,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.151.

Par résolutions circulaires prises en date du 12 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation, avec effet au 13 juin 2013, de la démission de son mandat de Gérant de Catégorie A de Pascal ROUMIGUE, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- nomination, avec effet au 13 juin 2013, au mandat de Gérant de Catégorie A de Gaël Sausy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087138/15.

(130108304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

BHR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.830.762.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 64.929.

EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 11 juin 2013 a décidé

1) de renouveler le mandat des gérants en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014, de sorte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Pit Reckinger, demeurant 2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg
- Monsieur Joerg Schmittem, demeurant 48, Am Obstgarten, D-54317 Osburg
- Monsieur Robert J. Chitry, demeurant 2724, Lockerly Lane, USA-30097 Duluth GA
- Monsieur Paul Berge, demeurant 304 Zwanebloemlaan, NL-1087JT Amsterdam

2) de renouveler le mandat de Ernst & Young en tant que réviseurs d'entreprises jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BHR Luxembourg S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2013087127/21.

(130106318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2013.

Zwickau Arcaden Luxco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.926.

En date du 13 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Rita-Rose Gagné, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013.

- Nomination de Monsieur Tony Roy, né le 12 avril 1969 à Rivière du Loup, au Canada, ayant pour adresse professionnelle le 1001, rue Square-Victoria, Montréal, H2Z 2B5, Québec, Canada, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jean-Philippe Gachet, né le 02 août 1956 à Strasbourg, en France, ayant pour adresse professionnelle le 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Pour la Société

J.J. Josset

Gérant

Référence de publication: 2013087099/22.

(130107278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Professional Classic Ballet School, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Howald, 185, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 81.483.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: 2013087974/11.

(130107951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

VIII F Chateau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 122.939.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par le notaire Maître Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 21 juin 2013, enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2013, LAC/2013/28916, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société "VIII F CHATEAU S.à r.l. (en liquidation)", R.C.S Luxembourg Numéro B 122.939, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg au 33, avenue Monterey, constituée par acte de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 15 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 243 du 23 février 2007, sous la dénomination de «M CHATEAU VII S.à r.l.»;

la société a été mise en liquidation par acte du notaire instrumentaire en date du 30 mai 2013, non encore publié au Mémorial C;

a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant cinq (5) ans pendant 5 (cinq) ans à partir de la date de la publication dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 33, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

95748

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087081/23.

(130108077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

SC Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 991.296.800,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.878.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 11 juin 2013 a décidé

1) de renouveler le mandat des gérants en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014, de sorte, que jusqu'à cette date, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Robert J. Chitty, demeurant 2724, Lockerly Lane, USA-30097 Duluth GA
- Monsieur Joerg Schmittem, demeurant 48, Am Obstgarten, D-54317 Osburg
- Monsieur Paul Bergé, demeurant 304 Zwanebloemlaan, NL-1087JT Amsterdam
- Madame Martine Elvinger, demeurant 6, rue de Schoenfels, L-8151 Bridel.

2) renouveler le mandat de Ernst & Young en tant que réviseurs d'entreprises jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signatures

Référence de publication: 2013087134/21.

(130106320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2013.

Alfred, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 159.637.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013087209/10.

(130108096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

a-part s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2270 Luxembourg, 21, rue d'Orval.

R.C.S. Luxembourg B 103.049.

—
Il résulte d'un acte de cession de parts sociales qu'avec effet au 30 juin 2013

- Monsieur Dan Neven, demeurant à L-9209 Diekirch, 98 Bamertal, a cédé 15 parts sociales dans la société A-Part S.à r.l. à Monsieur Claude Jean Folschette, demeurant à L-3374 Leudelange, 12, Domaine Schaeferf;

- Madame Isabelle Mersch, demeurant à L-6637 Wasserbillig, 47 Esplanade de la Moselle, a cédé 10 parts sociales dans la société A-Part S.à r.l. à Monsieur Claude Jean Folschette, demeurant à L-3374 Leudelange, 12, Domaine Schaeferf.

Après les cessions ci-avant décrites, le capital de la société se trouve réparti comme suit:

1.- Monsieur Dan Neven, demeurant à L-9209 Diekirch, 98 Bamertal, cinquante parts sociales	50
2.- Madame Isabelle Mersch, demeurant à L-6637 Wasserbillig, 47 Esplanade de la Moselle, vingt-cinq parts sociales	25
3. -Monsieur Claude Jean Folschette, demeurant à L-3374 Leudelange, 12, Domaine Schaeferf, vingt-cinq parts sociales	25
Total: cents parts sociales	100

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Dan Neven

Gérant

Référence de publication: 2013087137/22.

(130108871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Divine Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 175.429.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 27 juin 2013 qu'il a été pris acte de la démission de la personne suivante, avec effet au 6 mai 2013, de sa fonction d'administrateur de la Société:

- Monsieur Adel Ahmed M. Elsherbini, né le 18 août 1936 au Caire, Egypte, ayant son adresse professionnelle à Diwan Amiri, boîte postale 923, Doha, Qatar.

Il résulte desdites résolutions que la personne suivante a été nommée, avec effet au 12 juin 2013 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018, à la fonction d'administrateur de la Société:

- Madame Hind Hamad KH. H. Al-Thani, née le 15 août 1984 au Qatar, ayant son adresse professionnelle à Diwan Amiri, boîte postale 923, Doha, Qatar.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- Madame Hind Hamad KH. H. Al-Thani, prénommée,

- Monsieur Victor Nazeem R. Agha, ayant son adresse professionnelle à Al Sadd Travel, boîte postale 17127, Doha, Qatar.

- Monsieur Alan Dundon, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Frédéric Salvatore, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 juillet 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013087428/32.

(130108819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Dylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 107.388.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29 novembre 2012, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- DYLUX SA (RCS: B 107388)

Ce même jugement a nommé comme juge commissaire Madame Carole BESCH, et a désigné comme liquidateur Me Pierre BRASSEUR, avocat à la Cour, demeurant à L-2111 Luxembourg, 1, rue Guillaume de Machault.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Pour extrait conforme

Me Pierre BRASSEUR

Le liquidateur

Référence de publication: 2013087117/18.

(130107583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 67.654.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 31 mai 2013:

Monsieur Joseph G. Wheatley a été élu président du conseil d'administration et réélu en qualité d'administrateur de la Société et Messieurs David J. Micallef, Dean V. Fletcher, Mark Mannion et Madame Carol M. Andrews ont été réélus, en leur qualité d'administrateur de la Société, pour une période d'un an se terminant lors de l'assemblée générale de 2014.

KPMG Luxembourg S.à.r.l., L-2520 Luxembourg, Allée Scheffer 9, ont été réélus en leur qualité de réviseurs d'entreprises de la Société pour une période d'un an se terminant lors de l'assemblée générale de 2014.

Adresse professionnelle de:

Monsieur Joseph G. Wheatley - Guild House, Guild Street, IFSC, Dublin 1, Ireland

Madame Carol M. Andrews et Monsieur Mark Mannion - Riverside Two, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

David Micallef / Claudia Vago

Managing Director / Corporate Secretary

Référence de publication: 2013087136/21.

(130106390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2013.

Digital Realty (St Denis) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.278.

Il est à noter la nouvelle adresse du gérant, Monsieur Joshua Mills, comme suit:

- Monsieur Joshua MILLS, 4, Embarcadero Center, Suite 3200 San Francisco, CA 94111, USA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Digital Realty (Redhill) S.à.r.l

TMF Corporate Service S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2013087426/15.

(130108682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Cole Objekt Kistlerhofstrasse GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.050.

En date du 13 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Rita-Rose Gagné, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013.

- Nomination de Monsieur Tony Roy, né le 12 avril 1969 à Rivière du Loup, au Canada, ayant pour adresse professionnelle le 1001, rue Square-Victoria, Montréal, H2Z 2B5, Québec, Canada, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jean-Philippe Gachet, né le 02 août 1956 à Strasbourg, en France, ayant pour adresse professionnelle le 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 13 juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Pour la Société

J.J. Josset

Gérant

Référence de publication: 2013087339/22.

(130108979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Bluegreen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 64.425.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 1^{er} juillet 2013 à 15.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler les mandats de Monsieur Joseph WINANDY, Monsieur Koen LOZIE, administrateurs. Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer en tant que nouvel administrateur la société JALYNE S.A., 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 158.952 représentée par Monsieur Jacques BONNIER 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg né le 4 mai 1949 à Wervik (Belgique). Le mandat de JALYNE S.A. prendra fin lors de l'assemblée approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée décide également de renouveler le mandat de Monsieur Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes pour un terme venant à échéance lors de l'assemblée approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013087302/20.

(130108885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Anchorage Venture Lab S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 99.225.

En date du 14 Juin 2013, j'ai démissionné de ma fonction d'administrateur de la société ANCHORAGE VENTURE LAB S.A., ayant son siège social à 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg, RCSL B 99225.

Luxembourg, le 1^{er} Juillet 2013.

Pour extrait conforme

Monsieur Vincent WILLEMS

Référence de publication: 2013087223/12.

(130108786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

AA - Iberian Venture Capital Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 104.752.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 27 juin 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Alain RENARD de son mandat d'administrateur avec effet au 20 juin 2013.

- Il est pris acte de la démission de Madame Françoise DUMONT de son mandat d'Administrateur avec effet au 20 juin 2013.

- Madame Anne-Marie GREGIS, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur Alain RENARD, démissionnaire, avec effet à ce jour, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 27 juin 2013.

AA-EBERIAN VENTURE CAPITAL INVEST S.A.

J-R. BARTOLINI / A. BOULHAIS

Administrateur Et Président du Conseil d'Administration / Administrateur

Référence de publication: 2013087173/20.

(130107927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

AC Nordic Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 166.815.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'associé unique de la Société tenue à Luxembourg le 3 juin 2013

1. La démission de Madame Laura Laine, en tant que gérante de catégorie A de la Société, a été acceptée avec effet au 3 juin 2013.

2. Madame Ana Dias, employée privée, née le 12 juillet 1968 à Penafiel, Portugal, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommée en tant que nouvelle gérante de catégorie A de la Société, avec effet au 3 juin 2013, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AC Nordic Management S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013087179/17.

(130107821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Cyclone International Holdings Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.948.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 mai 2013 que:

1. La démission de Madame Davina Ho en tant gérant de la Succursale a été acceptée avec effet au 14 juin 2013;

2. Monsieur Scott McKinlay, né le 11 avril 1983 à Dunfermline, Angleterre, résidant professionnellement au 16 rue du couvent, L-1363 Howald, Luxembourg a été nommé gérant de la Succursale avec effet 15 juin 2013 et ce pour une durée indéterminée.

La Succursale sera engagée par la signature conjointe d'au moins un administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 juin 2013.

Référence de publication: 2013087372/17.

(130108734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Argos Soditic Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 50.717.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 1^{er} juillet 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013:

- Monsieur Louis GODRON, directeur de société, demeurant au 58, route de l'Étang-la-Ville F- 78750 Marail-Marly, France;

- Monsieur Gilles MOUGENOT, directeur de société, demeurant au 12, avenue du Venezuela B-1000 Bruxelles, Président;

- Monsieur Guy SEMMENS, directeur de société, demeurant au 42, Quai Gustave Ador CH-1206 Genève, Suisse;

- Madame Anna Karin PORTUNATO, consultante indépendante, demeurant au 5, route de Pierre-Grand, CH- 1256 Troinex, Suisse.

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087236/24.

(130108690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

COGEP S.A., Compagnie Générale de Promotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 85.181.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2013

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2013 les actionnaires ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Les mandats des administrateurs et administrateurs-délégués Monsieur Bernard Olmedo, Monsieur Gilbert Thibo, Monsieur Nico Arend et Monsieur Carlo Fischbach sont venus à l'expiration, l'assemblée a décidé à l'unanimité de les renommer pour une durée de six ans, venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2018.

Le mandat du commissaire aux comptes, la société Arend Consult S.à r.l., est venu également à l'expiration, l'assemblée a décidé à l'unanimité de la renommer pour une durée de six ans, venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2018.

Le commissaire aux comptes Arend Consult S.à r.l. a transféré son siège social à L-7535 MERSCH, 14, rue de la Gare.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à Monsieur Bernard Olmedo, Monsieur Gilbert Thibo, Monsieur Nico Arend et Monsieur Carlo Fischbach.

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un administrateur-délégué du groupe A et d'un administrateur-délégué du groupe B.

Groupe A

- Bernard Olmedo
- Gilbert Thibo

Groupe B

- Nico Arend
- Carlo Fischbach

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bernard OLMEDO / Nico AREND

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013087397/30.

(130108342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

All Consulting Europe S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 83.386.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Jean-Bernard Zeimet, né à Luxembourg le 05 mars 1953 avec adresse au 51, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour ALL CONSULTING EUROPE S.A.

Référence de publication: 2013087210/24.

(130107686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

CEREP AIR 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.555.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;

- M. Guy Harles;

- M. Damien Renzonnet;

- M. David Pearson; et

- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2013.

Référence de publication: 2013088424/30.

(130109817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2013.

CEREP Ambroise S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.673.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;
- M. Damien Renzonnet;
- M. David Pearson; et
- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2013.

Référence de publication: 2013088425/30.

(130109818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2013.

M Group Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.793.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire du 28 juin 2013

- Les mandats d'administrateurs de catégorie A de Monsieur Dominique MONTEL, Administrateur de société, demeurant avenue de Fontlong, F-15100 Saint Flour et de la société MONTEL SAS, Société par Actions Simplifiées, ayant son siège social rue Lavoisier, F-43100 Brioude, Saint Ferréol, représentée par Madame Margaux MONTEL, Représentant permanent, sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

- Les mandats d'administrateurs de catégorie B de Monsieur Christian FRANÇOIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Monsieur Serge KRANCENBLUM, diplômé M.B.A, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg et de Monsieur Stéphane BAERT, employé privé, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

- le mandat de commissaire aux comptes de la société FIN-Contrôle S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Fait à Luxembourg, le 28 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

POUR M GROUP INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013087836/24.

(130107734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Adeo Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 74.223.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Jean-Bernard Zeimet, né à Luxembourg le 05 mars 1953 avec adresse au 51, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour ADEO Management S.A.

Référence de publication: 2013087185/24.

(130107681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Natixis-Cape S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 85.137.

—
Résumé des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue au siège social de la Société le 25 juin 2013:

1. L'Assemblée a décidé de réélire aux fonctions d'administrateurs pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013:

Administrateur de catégorie A:

- Monsieur Vincent Goy, demeurant au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,
- NATIXIS TRUST, société anonyme, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Administrateur de catégorie B:

- Monsieur Jean de Séverac, demeurant au 5-7, rue de Monttessuy, F-75340 Paris.

2. L'Assemblée a pris acte de la démission de Monsieur Nicolas Homassel, administrateur de catégorie B, avec effet immédiat.

3. L'Assemblée a décidé d'élire Monsieur Dominique Sabassier, demeurant au 5-7, rue de Monttessuy, F-75340 Paris, aux fonctions d'administrateur de catégorie B, pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013.

4. L'Assemblée a décidé de réélire Deloitte Audit, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895 en tant que réviseur d'entreprises agréé, pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013088852/30.

(130109154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2013.

Benetton International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 78.734.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale annuelle en date du 14 mai 2013 que le mandat des personnes suivantes a été renouvelé/donné jusqu'à l'assemblée générale ayant pour objet l'approbation des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013:

- Monsieur Bernard Basecqz, né le 15 octobre 1945 à Enghien (Belgique), et résidant au 1, Rue Plaetis, L-2338 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), administrateur et président du conseil d'administration;
- Monsieur Daniele Bandiziol, né le 15 mars 1961, à Spinea (Italie), et résidant au 28, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), administrateur;
- Monsieur Andrea Ghiringhelli, né le 2 octobre 1965, à Bellinzona (Suisse), et résidant Via Dogana 10, Bellinzona (Suisse), administrateur;
- Monsieur Giuseppe Mazzocato, né le 11 août 1958 à Montebelluna (Italie), et résidant au 24, am Stronck, L-6915 Roodt-Sur-Syre (Grand Duché de Luxembourg), administrateur;
- Monsieur Mauro Fava, né le 14 janvier 1957 à Treviso (Italie), et résidant au 5/B, Vicolo S. Antonino, I-31100 Treviso (Italie), administrateur;
- Ernst & Young S.A., ayant son siège à 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365, Munsbach (Grand Duché de Luxembourg), réviseur d'entreprises agréées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087260/24.

(130108203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

CEREP Bellini 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.150.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;
- M. Damien Renzonnet;
- M. David Pearson; et
- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092282/30.

(130112810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

CEREP Bellini 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.126.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;

- M. Damien Renzonnet;
- M. David Pearson; et
- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 05 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092283/30.

(130112811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Crismagand, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 62.351.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 3 juillet 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

Signatures de catégorie A

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président;
- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Signature de catégorie B

- Monsieur Charly PERNOUD, diplômé de l'école supérieure d'ingénieur de Marseille, demeurant au 25, avenue Felix Faure, F-75015 Paris, France.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092315/24.

(130113617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

CEREP Benelux Students S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.290.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;
- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;
- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et
- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;
- M. Damien Renzonnet;

- M. David Pearson; et
- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 05 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092284/30.

(130112812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

COMAGRAF Electronic-Grafic-Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6648 Wasserbillig, 2, rue des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 47.433.

—
Gesellschafterbeschluss vom 18. Juni 2013

Erster und einziger Beschluss

Die Gesellschafter nehmen zur Kenntnis, dass die persönlichen Daten des alleinigen Gesellschafters wie folgt abgeändert werden: Herrn CONRAD Nikolaus wohnhaft in D-54338 Schweich, 1, Zur Zementbrücke

CONRAD Nikolaus.

Référence de publication: 2013092304/12.

(130113097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Challenger Reassurance, Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.820.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 avril 2013

Quatrième Résolution: renouvellement du mandat du réviseur d'Entreprises

Le mandat du Réviseur d'Entreprises MAZARS dont siège social à L - 2530 Luxembourg 10A, rue Henri M. Schnadt, arrivant à échéance à l'issue de cette Assemblée, il est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Référence de publication: 2013092295/12.

(130113146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

CEREP Bac S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 111.533.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, les associés de la Société ont décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;
- de nommer M. Damien Renzonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;
- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et
- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;
- M. Damien Renzonnet;
- M. David Pearson; et

- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 05 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092287/30.

(130112809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Regulus Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 157.889.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2013:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Madame Carine MOURAT, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Christoph PIEL, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Claudio TOMASSINI, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 05 Juillet 2013.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2013092759/24.

(130112926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Schleich Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 122.657.

—
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 27 juin 2013, les actionnaires ont décidé de:

1. de renouveler les mandats des administrateurs suivant:

- Nadia Dziwinski, administrateur Hg, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg

- Paul Kraut Junior, Manager Co-Investor administrateur, avec adresse professionnelle au 2, Untere Gasse, D 73574 Iggingen

- Justin Von Simson, administrateur Hg, avec adresse professionnelle au 58, Siesmayerstrasse, D 60323 Frankfurt

- Frank Przygodda, administrateur Hg, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Erich Schefold, administrateur, avec adresse professionnelle au 69, Am Limes, D 73527 Schwabisch Gmund Allemagne

Pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014

2. de renouveler le mandat de KPMG, avec siège social au 31 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg en tant que commissaire pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013086937/23.

(130107287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.
